

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51 100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CENTRALE BIOGAZ DU CHALONNAIS SARL

PARC INDUSTRIEL DES CITES EN CHAMPAGNE
LIEU DIT LES MADILLES
51520 RECY

Références : SM3 NG/IG D3i 2022 - 523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement CENTRALE BIOGAZ DU CHALONNAIS SARL implanté PARC INDUSTRIEL DES CITES EN CHAMPAGNE LIEU DIT LES MADILLES 51520 RECY. L'inspection a été annoncée le 18/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE BIOGAZ DU CHALONNAIS SARL
- PARC INDUSTRIEL DES CITES EN CHAMPAGNE LIEU DIT LES MADILLES 51520 RECY
- Code AIOT dans GUN : 0005704909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Centrale Biogaz du Chalonnais est autorisée à exploiter des installations de méthanisation par arrêté préfectoral n° 2016-A-128-IC, pour une capacité de matières de 70 tonnes/jour. Les installations sont situées sur le territoire de la commune de Recy.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion administrative
- gestion des entrées et sorties des déchets
- moyen de lutte contre l'incendie
- prévention sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 7.2.4/7.2.5/7.2.6	/	Sans objet
Prévention sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article Titre 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 2.1.3	/	Sans objet
Gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 4	/	Sans objet
Conditions d'admission	Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 8.1.1	/	Sans objet
Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 8.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, organisée au titre du plan annuel national de contrôle, a permis de constater la présence de non-conformités nécessitant la mise en place d'actions correctives dans des délais contraints.

Sous un délai de 15 jours à réception de ce rapport, l'exploitant devra transmettre:

- le rapport de visite initial des installations électriques, des équipements et dispositifs de sécurité;
- les tests de mise en service;
- les tests d'étanchéité des équipements et surface de rétention ;;
- le protocole d'auto-surveillance des émissions, les analyses et les résultats effectués (bruit, odeur, eau, air)

Par ailleurs, l'inspection propose une lettre de suite préfectorale indiquant à l'exploitant de transmettre **sous un délai de six mois** à réception de ce rapport, les attestations de formation, du personnel d'exploitation et de lui-même, de prévention des nuisances et risques générées par le fonctionnement et la maintenance des installations, ainsi qu'une copie de la convention signée avec la Communauté d'agglomération de Chalons-en-Champagne.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Formation de l'exploitant et du personnel, y compris intérimaire.
Prescription contrôlée : Présence des attestations de formation et contenu des formations
Constats : Un programme de formation a été mis en place pour toutes les personnes présentes sur site, et permet de planifier les formations et leur recyclage (habilitation, sécurité, moyen de lutte contre l'incendie). Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir les attestations des formations, devant être effectuées avant la prise de fonction, de prévention des nuisances et risques liés au fonctionnement et à la maintenance des installations. L'exploitant propose de faire le point des formations avec le constructeur et le personnel de l'établissement. Proposition de l'inspection : Au regard des actions de formations réalisées et de la mise au point proposée par l'exploitant sur les formations, l'inspection propose à l'exploitant de transmettre les attestations de prévention des nuisances et risques liés au fonctionnement et à la maintenance sous un délai de 6 mois.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 2.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Présence des consignes et mode de communication
Constats : Le site est clôturé et les portes fermées. La surveillance de l'établissement se fait via des caméras de surveillance visionnées sur un écran de contrôle sur site (bureau administratif) relié au téléphone d'astreinte. Une astreinte 24h/24h est mise en place et permet une intervention sur site en moins de 30 mn. En cas de dysfonctionnement ou d'incident, les alarmes sont reportées sur les téléphones portables. La personne d'astreinte peut éventuellement intervenir à distance. Un livret d'accueil est destiné à tous les nouveaux arrivants. Il regroupe les consignes de sécurité et consignes d'exploitation. Celles-ci sont affichées.
Observations : Un panneau d'accueil indiquant les heures d'ouvertures est prévu d'être installé avant la fin de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : Réseau de collecte, entretien et surveillance. Point de rejet et aménagement. Analyse des eaux. (noue d'infiltration eaux pluviales, bassin eaux pluviales sales, convention avec collectivité)
Constats : Le réseau de collecte est de type séparatif, les eaux usées sont réutilisées dans le process de méthanisation.
Observations : L'exploitant indique qu'une convention est signée avec la communauté d'agglomération de Chalons-en-Champagne. Elle sera transmise pour information à l'issue de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Matières autorisées
Prescription contrôlée : Cahier des charges, registre d'entrée
Constats : L'exploitant utilise un logiciel centralisateur de données permettant de voir les entrées et sorties des déchets. Ce logiciel fait office de registre des entrées. Les données mentionnées sont conformes à l'arrêté préfectoral. Les fiches d'information préalable à l'admission des matières sont présentes et complétées.
Observations : L'exploitant informe qu'un premier épandage de digestat liquide a eu lieu en avril 2022 .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Matières entrantes et digestat
Prescription contrôlée : Plate forme extérieure, cuves matières liquide, préfosse enterrée, aire de stockage, lagune couverte
Constats : Les conditions de stockage des intrants et des digestats sont respectées, le site est propre.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article 7.2.4/7.2.5/7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements et maintenance
Prescription contrôlée : Extincteurs, désenfumage, réserve incendie
Constats : L'établissement étant en service depuis moins d'un an, l'exploitant propose de transmettre le rapport de visite initiale des installations électriques et des dispositifs et équipements de sécurité, ainsi que les tests effectués.
Observations : L'installation a été mise en service le 18 janvier 2022, la première introduction de matières dans le digesteur a eu lieu en août 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2016, article Titre 9
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
Prescription contrôlée : Programme et résultats des analyses (eau (forage), odeur, bruit, émission atmosphérique
Constats : Un protocole de surveillance des émissions est mis en place. L'exploitant propose de transmettre les analyses et résultats déjà effectuées.
Observations : Les installations étant soumises au régime de l'autorisation, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan annuel d'activité en début d'année 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet